

Corée du Nord Si Kim vacille...



Le régime de Pyongyang peut-il se réformer ? L'un de ses fins connaisseurs, le chercheur Andrei Lankov, n'y croit pas. Pour lui, « il sera difficile d'éviter un soulèvement populaire ».



> FRAGILE Le régime totalitaire de Kim Jong-un (ici, en novembre 2012) survivra difficilement à une inéluctable ouverture.

La dictature de Pyongyang cherche-t-elle à s'ouvrir au reste du monde ? Le patron de Google, Eric Schmidt, et l'ex-ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies Bill Richardson se sont rendus à Pyongyang, le 7 janvier, pour une visite controversée de quatre jours. Une semaine plus tôt, le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, arrivé au pouvoir en avril 2012, annonçait un « virage radical » afin de redresser l'économie exsangue du pays. Andrei Lankov, chercheur à l'université Kookmin de Corée du Sud, confie son scepticisme sur les évolutions à venir.

Kim Jong-un est-il un réformateur ? Une évolution du régime est-elle possible ?

> La Corée du Nord peut sans doute être réformée, mais ce scénario est peu probable. Pour survivre, le régime devrait emprunter la voie suivie par la Chine dès les années 1980, et attirer des investissements. La clef est à Pékin : si les Chinois souhaitent le maintien du leadership actuel, ils devront mettre la main à la poche. Cela suppose que Pyongyang cède à diverses demandes de son géant voisin et perde une partie de sa souveraineté.

Dans ces conditions, le régime pourrait-il survivre ?

> Je n'y crois guère, ses moyens sont trop limités. Surtout, le voisinage de la richissime Corée du Sud sera déterminant. Pour un Nord-Coréen, « être riche » signifie manger du riz blanc ainsi que de la viande deux fois par semaine. Là-bas, le mode de vie sud-coréen est inconcevable. Mais l'information circule de mieux en mieux : 1 million de téléphones portables sont en service, les gens se déplacent, échangent des denrées et des produits, parlent... Quand le Nord comprendra le niveau de vie qui règne au Sud, il sera difficile d'éviter un soulèvement populaire.

Comme son prédécesseur et l'ensemble de la classe politique, la nouvelle présidente de Corée du Sud, Park Geun-hye, prône une réunification « progressive », à long terme, avec la Corée du Nord. Est-ce réaliste ?

> Non. Si elle intervient, la réunification de la péninsule résultera sans doute d'un effondrement du régime totalitaire dans le Nord. Affirmer cela est mal vu, en Corée du Sud, où l'on préfère

terme, en revanche, restent sans réponse. Comment reconstruire la société nord-coréenne ? Que faire des 1,2 million de militaires nord-coréens, qui ont passé toute leur vie à apprendre comment tuer l'ennemi à l'aide d'armes rudimentaires ? Comment employer les membres de la classe moyenne, tels ces ingénieurs qui maîtrisent parfaitement les mathématiques mais n'ont jamais utilisé un ordinateur ? Quid des



se bercer d'illusions sur une réunification « douce ».

Comment expliquer l'aveuglement de Séoul ?

> La réunification coûtera une fortune. L'Allemagne, en comparaison, était une partie de plaisir ! Pour le Sud, démocratique et prospère, c'est un cauchemar d'une telle ampleur qu'il est, au sens propre, impensable. Résultat : ce scénario, qui est pourtant le plus probable, ne fait l'objet d'aucune préparation sérieuse.

Qu'est-ce à dire ?

> Séoul a bien prévu la possibilité d'un effondrement, mais ses projets, d'après ce que je sais, portent sur les urgences immédiates. Qui approvisionnera en eau tel ou tel district ? Où livrer l'aide alimentaire d'urgence ? Surtout, qui sécurisera les installations militaires et, en particulier, nucléaires ? Les questions à long

médecins, qui ont appris à soigner à partir des traductions en coréen de livres soviétiques des années 1960 ?...

La Chine réfléchit-elle davantage que la Corée du Sud ?

> Je l'espère ! Pour Pékin, la grande question est de savoir s'il faudrait ou non intervenir. Les dirigeants chinois n'ont pas tranché la question. La disparition brutale du régime de Pyongyang provoquerait une guerre civile et l'émergence d'une zone de non-droit : une sorte de petite Somalie, au cœur de l'Asie du Nord-Est, une région très développée et riche... C'est une idée intolérable. La Chine préférerait rester à l'écart, car une intervention coûterait cher, sur les plans financier et diplomatique. Ne pas intervenir, a contrario, c'est confier l'avenir de la Corée du Nord à Séoul. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC EPSTEIN